

A Grenoble, pire que les parcelles OGM Fauchons les champs de recherches !

En matière de chimères génétiques ("OGM"), le débat sur les "avantages/inconvénients" n'a d'intérêt que si l'on estime légitime la confiscation par les multinationales du droit élémentaire pour le paysan de semer ses propres semences. Sinon, le seul débat qui vaille, c'est comment s'opposer à ce nouveau fléau techno-industriel. Si l'arrachage de parcelles transgéniques s'impose en zone rurale, à Grenoble c'est dans les laboratoires qu'il faut débutsquer les chercheurs qui rendent possible et prêchent la marchandisation du vivant.

Fin janvier 2003, Grenoble devient pour quelques jours le centre de la contestation anti-OGM, à l'occasion du procès en appel des "10 de Valence". Remercions la justice d'avoir choisi la cour d'appel de Grenoble : grâce à elle la "capitale des micro et nanotechnologies" va pouvoir se refaire une virginité militante. Mais ne nous y trompons pas : sitôt terminées les délibérations, la région redeviendra ce qu'elle n'a jamais cessé d'être, la *"Silicon Valley à la française spécialisée dans les technologies innovantes, principalement organisées autour de deux pôles : le numérique et les biotechnologies."* Et chacun, après la manif, s'en retournera à ses activités, feignant d'ignorer que si la lutte anti-manipulations devait avoir un centre, c'est à Grenoble qu'il devrait se situer, puisqu'ici nos chercheurs collaborent toute l'année à la "marchandisation du vivant", avec l'appui de leurs "partenaires" et de l'opinion silencieuse.

De l'université Joseph Fourier à l'Académie des Sciences

Prenez l'université Joseph Fourier (UJF). On ne peut pas se tourner dans la cuvette sans tomber sur ses labos, ses programmes de recherche, ses participations aux "projets innovants" et les start up nées avec l'aide de son service "valorisation de la recherche" : UJF-Industrie. *"L'orientation des travaux de recherche des laboratoires est de plus en plus conditionnée par la demande du monde économique"*, nous explique **Denis Le Roux**, responsable d'UJF-Industrie. Qui ne s'en offusque pas puisque précisément son service : *"a pour mission l'accompagnement des laboratoires de recherche de l'UJF dans ce domaine."*

C'est dans ce terreau-là, imbibés de cette culture de la "valorisation", que les chercheurs grenoblois cultivent leurs "jeunes pousses". Aussi doit-on s'inquiéter lorsqu'ils consacrent leur énergie et l'argent public à un sujet aussi perméable à la "liaison recherche-industrie" que les OGM. Aussi bien ne doit-on pas s'étonner de trouver trois scientifiques de l'UJF dans le groupe de l'Académie des Sciences qui vient de rendre un rapport favorable aux OGM.

Roland Douce, l'animateur de ce groupe, est directeur de l'Institut de Biologie Structurale et prof à l'UJF. Dans les années 1980 il participa à la création de l'unité mixte CNRS/Rhône-Poulenc Agrochimie et fut conseiller scientifique pour Rhône-Poulenc (devenu depuis Aventis, l'une des principales multinationales de biotech). Attaqué par Attac au sujet de ses connivences, il affirme ne pas être *"de près ou de loin, associé aux industriels qui fabriquent des OGM."*

Admirons le courage de Roland Douce : une telle déclaration doit lui valoir les fureurs de ses collègues du techno-gratin si désireux de se vendre aux industriels. Par exemple de son camarade **Jacques Joyard**, directeur du laboratoire de physiologie cellulaire végétale (CNRS-UJF-CEA), médaille d'argent 2001 du CNRS et vice-président de la Génopole Rhône-Alpes.

"Les missions de la Génopole Rhône-Alpes : développer un réseau puissant de laboratoires de recherche académiques et hospitaliers et de laboratoires de recherche de sociétés privées dans le domaine de la génomique, pour répondre à des problématiques scientifiques d'intérêt fondamental, social et économique pour la région ; installer des plateaux technologiques de pointe ouverts aux laboratoires de la région Rhône-Alpes et aux laboratoires extérieurs, pour leur assurer le meilleur niveau de compétitivité internationale ; promouvoir la meilleure formation pratique et conceptuelle des étudiants et des jeunes chercheurs en Sciences de la vie et de la santé ; promouvoir le développement d'une industrie biotechnologique forte soit par l'émergence de sociétés start-up, soit par l'attraction de sociétés établies ; élever le secteur des Sciences de la Vie en Rhône-Alpes au niveau d'un pôle d'excellence reconnu au niveau mondial et attractif pour les investisseurs économiques et intellectuels."

Bref, Jacques Joyard est chargé de s'associer, de près, aux industriels.

Roland Douce et Jacques Joyard se connaissent bien. Ils ont co-signé, entre autres, un article publié par l'Académie d'Agriculture de France : *"Nouvelles approches concernant la protection des cultures. Vers la création de nouveaux herbicides et de plantes transgéniques résistantes aux*

herbicides." Le troisième auteur de cet article est **Dominique Job**, responsable de l'unité mixte CNRS/INRA/Bayer CropScience. Une unité "créée à l'instigation du principal organisme de recherche publique, le CNRS, allié à l'INRA, et d'un acteur important de l'industrie agrochimique mondiale, Aventis CropScience, devenu Bayer CropScience. Le cadre général de cette association est de favoriser le développement de solutions aux problèmes agronomiques actuels par le renforcement des interactions entre la recherche fondamentale et la recherche industrielle."

Roland Douce devrait surveiller les fréquentations de ses camarades, peu compatibles avec ses déclarations à la presse. Conseillons-lui également de revoir les propositions de son groupe de l'Académie des Sciences, notamment celle visant à soutenir la recherche fondamentale "via des actions incitatives telles que Génoplante." Génoplante est un modèle d'indépendance à la sauce "Douce" puisque cette structure associe, dans le cadre d'un programme de recherche en génomique végétale pour "l'amélioration des plantes", le CNRS, l'INRA, le CIRAD, l'IRD avec le groupe de semenciers Biogemma, le GIE de céréaliers Bioplante, et Aventis CropScience. (C'est lors du lancement de Génoplante en 1998 que **Claude Allègre** lâcha son fameux : "Les chercheurs n'auront plus à raser les murs lorsqu'ils feront du business".) La recommandation pro-Génoplante des académiciens indépendants a dû aller droit au cœur de **Jean-Noël Plagès**, qui a participé à la rédaction du rapport en sa qualité de... directeur de la veille scientifique de Limagrain, semencier du groupe Biogemma.

Alors, de près ou de loin ? Les imbrications entre labos publics et privés et le petit jeu des réseaux sont aujourd'hui suffisamment connus pour ne plus tromper personne. Bas les masques, Roland Douce !

Les deux autres Grenoblois du groupe auteur de ce rapport pro-OGM - **Marcel Kuntz** et **Jean-Gabriel Valay** - sont chercheurs au laboratoire "Plastes et Différenciation Cellulaire" de l'UJF. Un labo qui s'est fendu d'un site intitulé "Les OGM : dossier scientifique", et qui, après plusieurs pages de présentation de *faits scientifiques*, livre "le point de vue des chercheurs", dont voici quelques perles :

"Les points suivants nous paraissent indispensables pour une analyse dépassionnée et rationnelle :

* *Une nouvelle variété de plante ne doit pas être jugée a priori sur la méthode qui a servi à l'obtenir, mais sur ses caractéristiques propres et ses avantages ou inconvénients.* (NDR : en bon français : la fin justifie les moyens, à savoir la manipulation et le brevetage du vivant, soit le pillage du bien commun de l'humanité)

* *Les amalgames, par exemple entre OGM et des problèmes de santé publique qui inquiètent les consommateurs (tels que la maladie de la vache folle), ne sont pas pertinents.* (NDR : voilà qui rappelle le rapport de l'Académie de Médecine sur l'amiante)

* *S'opposer aux OGM parce que certains sont produits par des entreprises multinationales n'est pas une bonne appréciation de la technologie. La seule implication claire de cette situation est la nécessité d'instances de contrôle. De plus, ce n'est pas là un cas général : le riz doré (enrichi en provitamine A) a ainsi été mis au point bénévolement par des universités.* (NDR : une "bonne appréciation de la technologie" consiste à se demander dans quel type de monde elle nous oblige à vivre. Par exemple, avec les OGM Monsanto a créé la délation entre paysans, les incitant à dénoncer via un Numéro Vert ceux qui sèment leurs propres semences.)

* *Le caractère "non-naturel" des OGM, par opposition aux autres variétés sélectionnées par les semenciers n'est pas scientifiquement valide. La technologie est nouvelle, c'est vrai, mais le mouvement de domestication génétique des plantes de cultures a commencé voici fort longtemps. Aucune variété actuellement cultivée n'existerait sans l'intervention de l'Homme: la notion de "naturel" est ici fortement subjective. De plus, le "naturel" (voire le "biologique") ne peut pas être assimilé à une absence de risque.* (NDR : comparer la sélection des meilleures espèces cultivables et la fabrication de chimères génétiques est une imposture anti-scientifique)

* *Il est injuste d'affirmer que la technologie OGM joue aux apprentis sorciers alors qu'un débat sans précédent a eu lieu en Europe et dans d'autres pays. De plus, la commercialisation d'un OGM fait l'objet dans tous les pays européens d'une réglementation stricte et d'un examen préalable par des organismes indépendants des intérêts financiers, dont les conclusions peuvent - et doivent- être réexaminées périodiquement. En France, cet organisme est la Commission de Génie Biomoléculaire.* (NDR : d'après G.E Seralini, membre de cette commission, "Dans leur vaste majorité les membres de la commission ont un a priori favorable aux OGM. Ils craignent donc de

retarder la recherche ou les biotechnologies en demandant des contrôles supplémentaires. Des points comme la toxicité potentielle du pollen transgénique sur la faune dite "non-cible" ou le caractère allergène des produits d'OGM consommés sont peu ou pas discutés (...) La qualité scientifique des dossiers pour la commercialisation des OGM ou leur dissémination à des fins d'expérimentation est en général très pauvre."

(...)

** Dans les cas où la balance entre avantages et inconvénients est incertaine en l'état actuel de nos connaissances, la poursuite des études, plutôt que le rejet définitif doit être privilégiée. Des autorisations de cultures limitées dans le temps ou en surfaces, sous contrôle scientifique, sont utiles pour permettre d'évaluer ces cas plus précisément.*

A ce titre, nous sommes résolument opposés à la destruction de champs expérimentaux et à l'utilisation de toute forme de violence contre les laboratoires publics, comme contre toute société privée." (NDR : en effet mieux vaut faire violence aux citoyens en leur imposant des chimères dont ils ne veulent pas).

On voit comme avec ces chercheurs-là les multinationales auront bientôt le contrôle alimentaire total.

Petit rappel à nos scientifiques pour compléter leur "analyse dépassionnée et rationnelle" :

"La difficulté à trouver des zones agricoles exemptes d'OGM grandit chaque jour. Le casse-tête est déjà réel en ce qui concerne l'alimentation animale. (...) Les fournisseurs de produits non-OGM devront s'assurer à chaque étape que la matière achetée et travaillée est garantie sans OGM, soit par le biais de tests coûteux (250 € pour un test ADN), soit en contrôlant toute la filière, de la semence jusqu'à la livraison des produits agricoles. D'après une étude d'un cabinet de conseil bruxellois, Arcadia International, la réglementation OGM donnerait un avantage aux grands opérateurs internationaux que sont, par exemple, les américains Cargill ou Adem. Eux seuls pourraient dédier quelques silos, le long du Mississipi, au stockage sélectif et à l'exportation de produits sans OGM (...). Les grands gagnants d'une filière non-OGM ne seraient donc pas les petites fermes ni les exploitations de taille moyenne et autre coopérative qui parsèment les territoires européens ou les pays en développement (...).

Cinq ans après le moratoire sur les OGM décrété en Europe, l'illusion s'est envolée d'un monde totalement exempt de produits transgéniques. (...) La plus grande victoire des agro-industriels est sans doute d'avoir réussi leur pari technologique sans livrer bataille. Pour eux la manipulation génétique des variétés est, il est vrai, la suite logique des dopants que sont les engrais ou des produits phytosanitaires (...) Pour le consommateur, dont on n'a pas demandé l'avis, la conséquence sera une hausse des prix du non-OGM par rapport au produit standard, forcément OGM. (...) Autre gagnant : la distribution : le non-OGM lui coûtera tout au plus 2 %, soit beaucoup moins qu'un label AOC pour un produit de qualité."

A l'INRA, tout sauf de l'agronomie

Les chercheurs de l'UJF n'ont pas le monopole de la soumission à "la demande du monde économique". A l'INRA, leurs collègues de la "recherche publique" font preuve d'une belle absence d'imagination dans leurs efforts pour faire avancer les connaissances. "Organisation de la recherche dans le domaine des biotechnologies et division du travail entre acteurs publics et privés, "Coordination des actions régionales, nationales et européennes en biotechnologies", "Gouvernance et fusion des PME de biotechnologie", "Mécanismes de transfert de technologie université/industrie", "La diffusion et l'impact économique des OGM", "Comment la recherche publique peut-elle améliorer ses relations avec les PME ? Analyse à partir des expériences du CEA et de l'INRA", etc. Ces thèmes sont ceux choisis par les membres de l'unité SERD (Sociologie et Economie de la Recherche et du Développement) de l'INRA-Grenoble. Notamment Vincent Mangematin et Stéphane Lemarié, auxquels le CCSTI a fait appel à plusieurs reprises pour vanter les biotechnologies dans ses conférences de propagande.

La théorisation de la "liaison recherche-agro-industrie", c'est eux. Et ce sont les mêmes qui, ayant consacré leur énergie et l'argent de la recherche à développer des filières nuisibles, nous expliquent ensuite que les alternatives sont inopérantes. A l'INRA, on préfère s'associer aux multinationales de l'agro-business pour créer des chimères génétiques plutôt que de s'intéresser à l'agronomie. Ou à la microbiologie des sols, pour lutter contre leur destruction, suite à trente ans de bombardements de pesticides encouragés par les "partenaires" de la recherche publique. Mais

soyons juste : l'INRA a lancé un projet de programme de recherche sur l'agriculture biologique... en 1999, et 30 de ses 1750 chercheurs y travaillent. Faut-il que les débouchés bio soient moins appétissants pour ces scientifiques "*à la croisée entre production de connaissances, expertise publique et contribution à l'innovation*".

Pourtant au sein de l'INRA, des voix s'élèvent pour trahir l'imposture génétique. "*Il n'y a aucun intérêt pour le consommateur et pas grand intérêt pour l'environnement*", déclarait Guy Riba, directeur scientifique, en février 2002. Et l'on connaît maintenant (sauf au CCSTI) les textes de Jean-Pierre Berlan, économiste et directeur de recherche à l'INRA, contre les "nécrotechnologies" et les "chercheurs mercenaires". Lors d'une conférence de ce dernier à la fac de Grenoble le 17 janvier 2003, son collègue Lemarié (INRA-Grenoble) lui reprocha de parler de génétique sans être généticien. N'en déplaise au spécialiste, tout citoyen est réputé compétent pour les affaires de la cité. Tout citoyen a non seulement le droit mais le devoir de se prononcer sur l'expérience dont il est le cobaye - nucléaire, chimique, génétique, etc. Ou alors qu'on dise clairement que les décisions appartiennent à la technarchie et que la démocratie est une fiction.

Mais ces principes échappent à Lemarié et à ses collègues, qui ne sont que des spécialistes, sachant presque tout sur presque rien. Des scientifiques sans conscience comme on en a tant vus depuis cent ans.

Grenoblois, inutile de contester par procuration et à distance prudente. Si vous voulez vraiment éliminer les OGM, commencez par faire le ménage dans vos laboratoires.

Les Opposants Grenoblois aux Manipulations
Grenoble, 23 janvier 2003

**Retrouvez ce texte
et bien d'autres sur
www.piecesetmaindoeuvre.com**